

Communiqué du Conseil d'Etat

18 janvier 2012

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Vœux du Corps consulaire aux autorités genevoises	4
Entreprises de sécurité fournissant des prestations à l'étranger : oui au projet de loi fédérale	4
Genève-Confédération	5
Renforcement des mesures contre la violence lors de manifestations sportives	5
Code pénal suisse et code pénal militaire : oui à l'allongement des délais de prescription	5
Genève	7
Garantie financière pour la construction du parking « Carré-Vert »	7
Nouveau système de pont AVS pour le personnel de l'Etat	7
Aide financière au Conservatoire de musique de Genève	8
Aide financière à l'association Dialogai.....	8
Agenda des invitations à la presse	10

Genève internationale

Vœux du Corps consulaire aux autorités genevoises

Comme il est de coutume en chaque début d'année, une délégation du Corps consulaire de Genève a été reçue ce jour par les autorités genevoises – représentées par le Conseil d'Etat *in corpore* et le président du Grand Conseil – afin de leur adresser ses vœux pour la nouvelle année.

Lors de cette rencontre, le doyen du Corps consulaire et consul général d'Arabie Saoudite, M. Nabil Mohamad Al Saleh, ainsi que le président du Conseil d'Etat, M. Pierre-François Unger, se sont souhaité mutuellement une excellente année 2012.

La composition de la délégation du Corps consulaire peut être consultée en cliquant sur [ce lien](#).

Entreprises de sécurité fournissant des prestations à l'étranger : oui au projet de loi fédérale

Répondant à une procédure de consultation du Département fédéral de justice et police, le Conseil d'Etat s'est déclaré favorable au [projet de loi concernant les entreprises de sécurité](#) qui fournissent, depuis la Suisse, des prestations de sécurité à l'étranger.

Le gouvernement genevois estime en effet qu'il est nécessaire de combler les lacunes des dispositions légales actuelles pour préserver la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse, mettre en œuvre les buts de la politique extérieure du pays, préserver la neutralité suisse et garantir le respect du droit international.

Le Conseil d'Etat a tout particulièrement salué les principales mesures proposées, à savoir :

- l'interdiction *ex lege* de la participation directe à des hostilités dans le cadre d'un conflit armé (p. ex. le mercenariat), ou des activités en relation avec une prestation directe aux hostilités (p. ex. la constitution en Suisse d'une armée de mercenaires) ou avec une violation grave des droits de l'homme ;
- l'instauration d'un régime d'interdictions que l'autorité fédérale compétente sera habilitée à prononcer dans des cas concrets ;
- la soumission de toute activité de sécurité fournie depuis la Suisse à l'étranger à une procédure de déclaration préalable.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 11.

Renforcement des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

Répondant à une procédure de consultation de la [Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police \(CCDJP\)](#), le Conseil d'Etat s'est déclaré favorable à une modification du concordat intercantonal instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives.

Le Conseil d'Etat a tout particulièrement salué :

- l'introduction d'un régime d'autorisation pour les matches de football et de hockey sur glace des ligues supérieures s'il y a lieu de craindre un risque pour la sécurité publique ;
- la possibilité d'assortir l'autorisation à l'obligation de respecter des normes en matière de construction (places assises, accès, concept de sécurité) ;
- le renforcement des contrôles d'identité et des fouilles, afin de prévenir l'introduction d'objets interdits (armes, engins pyrotechniques, etc.) dans les enceintes sportives.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DSPE,
☎ 022 32 92 11.*


Code pénal suisse et code pénal militaire : oui à l'allongement des délais de prescription

Le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur du [projet de réforme](#) du code pénal suisse et du code pénal militaire, mis en consultation par le Département fédéral de justice et police.

La réforme projetée propose de relever de 7 à 10 ans le délai de prescription pour les délits les plus graves, passibles d'une peine privative de liberté de 3 ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Le délai applicable aux délits de faible à moyenne gravité reste quant à lui de 7 ans. Conformément à la règle, ce nouveau délai, plus sévère, ne s'appliquera qu'aux faits survenus après son entrée en vigueur.

En matière financière notamment, le Conseil d'Etat estime qu'il n'est pas admissible que des délinquants échappent à toute sanction du fait que leurs actes sont découverts tardivement ou à cause du temps nécessaire à élucider des faits complexes. Si le délai de prescription est trop court, la perspective de bénéficier de la prescription est de nature à favoriser les procédés dilatoires et à surcharger la justice de procédures inutiles. Les autorités pénales risquent par ailleurs dans certains cas de travailler dans l'urgence uniquement pour éviter la prescription, ce qui est peu propice à la découverte de la vérité. Enfin, dans les cas

où la prescription est néanmoins atteinte, ce sont des années de travail judiciaire qui peuvent être réduites à néant.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DSPE,
 022 327 92 09.

Garantie financière pour la construction du parking « Carré-Vert »

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi chargeant la Fondation des parkings de financer, construire et exploiter le parking souterrain Carré-Vert, qui comprendra 312 places voitures et 48 places pour les deux-roues motorisés (2RM). Cet ouvrage est inclus dans le plan localisé de quartier adopté le 23 novembre dernier par le Conseil d'Etat sur les anciens terrains des Services Industriels de Genève (SIG) à la Jonction, entre le boulevard Saint-Georges et la rue du Stand (voir [point de presse](#)).

Le projet de loi autorise le Conseil d'Etat à garantir, par une caution simple, le remboursement d'un prêt à la Fondation des parkings de 17,2 millions de francs (y compris les frais d'acquisition) pour un coût maximum à hauteur de 19,66 millions de francs, dont au minimum 11% seront financés par les fonds propres de la Fondation des parkings. Sur les 312 places voitures du futur parking souterrain, 192 seront publiques, accessibles aux habitants du quartier et aux visiteurs de courte durée, et 120 seront privées, réservées aux habitants des trois futurs immeubles de l'éco-quartier. Les 192 places publiques sont construites en compensation des 192 places zone bleue supprimées dans le quartier pour permettre le passage du tram Meyrin-Bernex.

La Fondation des parkings propose d'appliquer à ce parking souterrain sur le domaine privé un modèle de fonctionnement et de tarification non encore définitif, conçu en partenariat avec la Ville de Genève. Selon ce modèle et du fait des coûts de construction du parking, les visiteurs devraient s'acquitter du paiement d'une faible « taxe d'ouvrage » de l'ordre de 0,40 franc à 0,60 franc/heure, avec des tarifs dissuasifs de l'ordre de 5 francs par heure au-delà d'une heure. La nuit (19h00-8h00), le dimanche et les jours fériés, le parking sera accessible à un tarif réduit. Les habitants du quartier détenteurs d'un macaron habitant et les entreprises detentrices d'un macaron entreprise pour la zone macaron I (Jonction) bénéficieront eux aussi, mais 24h/24, du tarif réduit.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, chef du service de l'organisation de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 25.

Nouveau système de pont AVS pour le personnel de l'Etat

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant le système du pont AVS pour le personnel de l'administration. Introduit en 1995 dans un contexte de crise des finances publiques sous le nom de « plan d'encouragement aux départs » (PLEND), le système actuel visait initialement à réduire le nombre de postes de travail en favorisant les retraites anticipées, ce qui explique son caractère particulièrement avantageux.

Financée par l'employeur, la rente-pont équivaut à une rente AVS qui s'ajoute à celle du deuxième pilier de prévoyance. Le nouveau système ramènera le montant maximal de cette rente-pont à l'équivalent de trois ans

de rente AVS au lieu de cinq. Les personnes exerçant une activité à pénibilité physique conserveront toutefois un droit de cinq ans. Pour en bénéficier, il faudra avoir travaillé les dix dernières années au sein de l'administration cantonale ou d'un établissement soumis aux conditions salariales de l'Etat. Il restera possible d'étaler dans le temps son droit au pont AVS, l'âge minimal restant fixé à 58 ans.

Le bénéficiaire du pont AVS pourra exercer une activité rémunérée dans la mesure où il renoncera à tout ou partie de sa rente. En revanche, le cumul avec une prestation de l'assurance-chômage ou de l'assurance-invalidité est exclu.

Le projet de loi prévoit que le bénéficiaire du pont sera remplacé sans délai. Le principe actuel consistant à laisser vacant le poste durant six mois avant de le repourvoir a en effet montré ses inconvénients. Inapplicable dans l'enseignement, il pénalise les petites unités, répartit la charge sur le personnel restant et entraîne des effets défavorables pour les usagers du service public.

Le nouveau système de pont AVS traduit la volonté du Conseil d'Etat d'assurer une certaine souplesse dans la gestion des ressources humaines et de permettre une transition entre la vie professionnelle et la retraite qui soit adaptée aux différentes situations. Prévu pour entrer en vigueur au début 2014, ce projet de loi accompagne le processus de création par fusion de la nouvelle [Caisse de prévoyance du canton de Genève \(CPCG\)](#), dont le plan de prestations doit commencer à s'appliquer au même moment. Ce plan prévoit qu'une personne ayant cotisé durant 39 ans aura droit à une rente de 2^e pilier entière à 63 ans, âge ramené à 60 ans en cas d'activité physique reconnue pénible. Cette rente de 2^e pilier pourra être anticipée dès l'âge de 58 ans.

*Pour toute information complémentaire : Mme Nadia Borowski, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 11.*

Aide financière au Conservatoire de musique de Genève

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière d'un montant annuel de 25'000 francs pour les années 2011 à 2014 – soit un total de 100'000 francs – au Conservatoire de Musique de Genève pour le [projet Musimax](#).

Cette aide est destinée spécifiquement à soutenir la filière d'enseignement musical intensif proposée à une vingtaine de jeunes élèves musiciens talentueux sélectionnés lors d'un examen spécifique. Le cursus de formation intensive comprend notamment un double cours d'instrument hebdomadaire, un cours de chœur, un cours de culture musicale ainsi que des cours complémentaires à choix, qui sont complétés par une pratique de la musique de chambre et la participation à divers projets tout au long de l'année.


*Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP
☎ 022 546 69 55.*

Aide financière à l'association Dialogai

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière d'un montant total de 20'000 francs pour les années 2011 et 2012 à [l'association Dialogai](#), dans le but de soutenir le développement du Réseau d'alliés.

Composé de professionnels de l'éducation présents dans les institutions scolaires et de loisirs du canton, le Réseau d'alliés a pour but d'offrir informations et soutien aux [jeunes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres \(LGBT\)](#). Dialogai assure la gestion, l'animation, le développement du réseau, travaille à la sensibilisation de

ces professionnels aux réalités et aux besoins des jeunes LGBT et garantit également la mise à jour de leurs connaissances.

Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP
 022 546 69 55.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
19 janvier 18h00	Vernissage présentant les résultats du concours des espaces publics route de Meyrin-CERN.	Globe de la science et de l'innovation du CERN	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
27 janvier 10h30	Etat de la situation à mi-mandat	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	DSPE	Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04
9 février 11h00	Présentation des conclusions de l'audit de l'office pénitentiaire dans le cadre la planification pénitentiaire	Archives d'Etat 1, rue de l'Hôtel-de-Ville	DSPE	Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04